

Art. 37. Verzoeken om aanvullende subsidies ter ondersteuning van de uitvoering van een in artikel 42 van het decreet bedoeld opleidingsprogramma voor kaderleden moeten uiterlijk op 31 oktober van het jaar voorafgaand aan dat van het begrotingsjaar worden ingediend.

Zij worden ingevuld, samen met alle vereiste documenten en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

Aanvragen die na de in het eerste lid genoemde datum worden ingediend, zijn niet ontvankelijk, behalve in het geval van een naar behoren met redenen omkleed verzoek om afwijking.

HOOFDSTUK 11. — *Berekening van de subsidie voor de opleiding van sportkaderleden*

Art. 38. De Minister beslist voor elke federatie en erkende vereniging als bedoeld in artikel 39 van het decreet:

- 1° de projecten die voor subsidie in aanmerking komen;
- 2° de aard van de uitgaven die ontvankelijk worden beschouwd;
- 3° eventuele interventiemaxima die van toepassing zijn op uitgaven die ontvankelijk worden beschouwd;
- 4° het bedrag van de toegekende subsidie.

Daartoe kan de Minister rekening houden met de inkomsten uit de inning van de opleidingsinschrijvingskosten, de eigen financiële middelen van de potentiële begunstigde en de uitvoering van eerdere programma's, zowel kwantitatief als kwalitatief.

Art. 39. De toegekende subsidie mag niet worden gebruikt voor uitgaven die reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, waarvoor een maximum geldt of die door de Franse Gemeenschap op grond van andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen als niet-ontvankelijk worden beschouwd.

HOOFDSTUK 12. — *Overgangs-, intrekings- en slotbepalingen*

Art. 40. Subsidieaanvragen die in 2019 worden ingediend overeenkomstig de hoofdstukken 8, 9, 10, 11, 12 en 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van sportfederaties, vrijetijdssportfederaties en sportverenigingen, waarbij hun subsidie wordt geregeld, alsmede die van kringen die zijn aangesloten bij erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren en waarvan het bedrag moet worden vastgelegd en vereffend uit de begroting voor 2020, worden geacht te zijn ingediend op basis van dit besluit.

Art. 41. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van sportfederaties, vrijetijdssportfederaties en sportverenigingen en tot regeling van hun subsidie, alsmede die van de kringen die zijn aangesloten bij erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren, wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 19 tot en met 23.

Art. 42. De Minister die sport in zijn hoedanigheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 november 2020.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, de Promotie van Brussel, Jeugd en Sport,
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/43736]

19 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'organisation du travail en cas de fermeture des écoles, accueils temps libre ou centres d'accueil pour personnes en situation de handicap

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et remplacé par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, article 32;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 24;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 de la communauté française sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3, alinéa 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie Bruxelles Enseignement, l'article 2;

Vu le « test genre » du 30 octobre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 octobre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 12 novembre 2020;

Vu le protocole n° 529 du comité de secteur XVII, conclu le 13 novembre 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que le Parlement fédéral a, en date du 8 octobre 2020, voté une loi étendant aux travailleurs salariés le bénéfice du régime du chômage temporaire pour force majeure corona en cas de fermeture de l'école, de l'accueil temps libre ou du centre d'accueil pour personnes en situation de handicap de leur enfant;

Que cette loi est applicable aux fonctionnaires engagés sous le lien d'un contrat de travail mais pas aux fonctionnaires nommés à titre définitif;

Considérant qu'il aurait été possible pour l'autorité fédérale de mettre en place un système similaire à celui de l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 pris en exécution de l'article 5, § 1, 5°, de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) visant le congé parental corona, que ce congé était non seulement applicable au personnel nommé à titre définitif de la fonction publique fédérale mais permettait également aux entités fédérées d'en étendre le bénéfice à leur personnel;

Considérant que l'option choisie aboutit à priver la majorité du personnel de l'Etat d'une possibilité de congé dont l'actualité nous rappelle chaque jour l'intérêt;

Considérant que cet état de fait oblige chaque entité du Royaume, si elle entend apporter de l'équité à son personnel, à adopter urgemment des dispositions pour le personnel nommé à titre définitif;

Considérant que la situation sanitaire s'est récemment fortement dégradée, que l'adoption de mesures claires et protectrices des travailleurs devient de plus en plus nécessaires;

Considérant que les services en charge de la gestion du personnel sont d'ailleurs fréquemment interrogés sur les possibilités de congés en cas de fermeture des écoles ou des crèches, qu'en l'état du droit, la seule réponse pouvant être apportée au personnel statutaire est de prendre un congé non rémunéré alors que le personnel sous contrat de travail peut solliciter le bénéfice du chômage temporaire;

Que cette différence de traitement ne peut perdurer;

Qu'il est donc crucial d'adopter sans délais des modalités d'organisation du travail pour le personnel communautaire afin de lui apporter à la fois toute la clarté nécessaire sur sa situation en cas de fermeture des établissements scolaires ou des milieux d'accueil, ainsi que la légitime protection requise en cette période de crise;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents statutaires et membres du personnel contractuel du Ministère de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de l'Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française, de l'Institut de formation en cours de Carrière, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur et de Wallonie Bruxelles Enseignement.

Art. 2. Le membre du personnel avertit son supérieur hiérarchique :

1° lorsqu'un enfant mineur cohabitant avec lui ne peut pas fréquenter sa crèche ou ne peut pas aller à l'école parce que la crèche, la classe ou l'école à laquelle il appartient est fermée en raison d'une mesure visant à limiter la propagation du coronavirus SRAS-CoV-2;

2° lorsqu'il a un enfant en situation de handicap à charge, quel que soit l'âge de cet enfant, et que cet enfant ne peut pas se rendre dans un centre d'accueil pour personnes en situation de handicap, parce que ce centre est fermé ou que le service ou traitement intramural ou extramural organisé ou agréé par les Communautés est temporairement interrompu en raison d'une mesure visant à limiter la propagation du coronavirus SRAS-CoV-2.

Le membre du personnel doit sans délai fournir à son supérieur hiérarchique une attestation de la crèche, de l'école ou du centre d'accueil pour personnes en situation de handicap confirmant la fermeture de l'établissement concerné ou de la classe en raison d'une mesure visant à limiter la propagation du coronavirus SRAS-CoV-2.

Cette attestation mentionne la période durant laquelle la fermeture s'applique.

Pendant cette période de fermeture, le membre du personnel exécute ses prestations dans le cadre du télétravail. Lorsque la fonction du membre du personnel ne permet pas que du télétravail soit exécuté, totalement ou partiellement, le supérieur hiérarchique de rang 12 au moins, ou de rang 10 au moins pour les services dont la structure n'intègre pas un supérieur hiérarchique de rang 12, désigné soit à titre définitif, en fonctions supérieures ou ad interim examine au maximum les possibilités d'adaptation du régime de travail et de l'organisation du travail afin de veiller le plus possible à concilier la continuité du service et les besoins du membre du personnel en matière d'accueil d'enfants. Le membre du personnel peut être amené à effectuer d'autres tâches devant être exécutées en télétravail, autant que possible en lien avec sa fonction. Le cas échéant, des missions de nature administrative peuvent être confiées à des membres du personnel technique si cela cadre dans leur niveau global de compétences. Le membre du personnel dont la fonction ne leur permet pas de travailler à domicile et qui ne peuvent être affectés à d'autres tâches, obtiennent une dispense de service. La dispense de service peut être partielle.

Le membre du personnel dont l'exercice des tâches est incompatible avec la garde de son enfant peut être mis en dispense de service par le fonctionnaire dirigeant du Ministère ou de l'organisme ou son délégué. Le fonctionnaire dirigeant du Ministère ou de l'organisme prend notamment en compte la situation concrète et l'âge de l'enfant du membre du personnel. La dispense de service peut être totale ou partielle.

Le membre du personnel est considéré comme étant en activité de service durant la période d'absence.

Art. 3. Le membre du personnel mis en dispense de service en application de l'article 2, alinéas 4 et 5, conserve sa rémunération.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2020 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2020. Le Ministre de la Fonction publique peut reporter la date de fin de vigueur.

Art. 5. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 19 novembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité
des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/43736]

19 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels inzake de organisatie van het werk bij sluiting van scholen, opvang vrije tijd en centra voor opvang van personen met een handicap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en vervangen bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) (ETNIC), artikel 7;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 van de Franse Gemeenschap betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3, vierde lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel, artikel 2;

Gelet op de « gendertest » van 30 oktober 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 oktober 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 november 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 12 november 2020;

Gelet op het protocol nr. 529 van het sectorcomité XVII, afgesloten op 13 november 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Federaal Parlement op 8 oktober 2020 een wet heeft aangenomen die de tijdelijke werkloosheid overmacht corona openstelt voor werknemers in geval van sluiting van de school, de opvang vrije tijd of centra voor opvang van personen met een handicap van hun kind;

Dat deze wet van toepassing is op de ambtenaren die aangeworven worden onder een arbeidsovereenkomst maar niet op de vast benoemde ambtenaren;

Overwegende dat het mogelijk zou zijn geweest voor de federale overheid om een systeem te ontwikkelen dat vergelijkbaar is met dat van het koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 tot uitvoering van artikel 5, § 1, 5^o, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II) houdende het corona ouderschapsverlof, dat dit verlof niet alleen van toepassing was op de vast benoemde personeelsleden van de federale overheidsdienst, maar dat dit verlof het ook mogelijk maakte voor de deelstaten om de voordelen uit te breiden naar hun personeel;

Overwegende dat de gekozen optie ertoe leidt dat de meerderheid van het Rijkspersoneel de mogelijkheid van verlof wordt ontnomen, waarvan de relevantie ons er elke dag aan herinnert;

Overwegende dat deze stand van zaken elke entiteit van het Koninkrijk verplicht, indien ze voornemens is zijn personeel billijk te maken, dringend bepalingen vast te stellen voor de vast benoemde personeelsleden;

Overwegende dat de gezondheidstoestand onlangs sterk is verslechterd, wordt het steeds noodzakelijker om duidelijke en beschermende maatregelen voor werknemers te nemen;

Overwegende dat de diensten belast met het personeelsbeheer ook vaak worden ondervraagd over de mogelijkheden van verlof bij sluiting van scholen of kinderdagverblijven, dat volgens de wet het enige antwoord dat aan het vast benoemd personeel kan worden gegeven is onbetaald verlof te nemen terwijl het personeel met een arbeidsovereenkomst tijdelijke werkloosheid kan aanvragen;

Dat dit verschil in behandeling niet kan blijven duren;

Dat het daarom van cruciaal belang is om onverwijld de nadere regels voor de werkorganisatie toe te passen voor het personeel van de Gemeenschap om hen alle nodige duidelijkheid te geven over zijn toestand in geval van sluiting van schoolinrichtingen of opvangcentra, evenals de wettelijkebescherming die in deze tijd van crisis vereist is;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de statutaire en contractuele personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de « Office de la Naissance et de l'Enfance », het « Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), het « Institut de formation en cours de Carrière » (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs en van « Wallonie Bruxelles Enseignement ».

Art. 2. Het personeelslid verwittigt zijn hiërarchische meerdere :

1° wanneer een minderjarig kind dat met hem samenwoont hetzij niet naar zijn kinderdagverblijf kan gaan, hetzij niet naar school kan gaan, omdat het kinderdagverblijf, de klas of school waarvan het deel uitmaakt wordt gesloten als gevolg van een maatregel om de verspreiding van het coronavirus SRAS-CoV-2 te beperken;

2° wanneer een kind met een handicap ten laste heeft, ongeacht de leeftijd van dat kind, en dat kind niet naar een centrum voor opvang van personen met een handicap kan gaan, omdat dit centrum wordt gesloten of dat de intramurale of extramurale dienstverlening of behandeling georganiseerd of erkend door de Gemeenschappen tijdelijk onderbroken is als gevolg van een maatregel om de verspreiding van het coronavirus SRAS-CoV-2 te beperken.

Het personeelslid moet onverwijld een attest aan zijn hiërarchische meerdere voorleggen van het kinderdagverblijf, de school of het centrum voor opvang van personen met een handicap, dat de sluiting bevestigt van de betrokken instelling of de klas als gevolg van een maatregel om de verspreiding van het coronavirus SRAS-CoV-2 te beperken.

In dit attest staat de periode vermeld waarin de sluiting van toepassing is.

Het personeelslid verricht tijdens deze sluitingsperiode zijn prestaties in telewerk. Wanneer de functie van het personeelslid niet in telewerk kan worden uitgeoefend, volledig of gedeeltelijk, bekijkt de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 of van ten minste rang 10 voor de diensten waarvan de structuur geen hiërarchische meerdere van rang 12 integreert, ofwel in vast verband aangesteld in hogere functies of ad interim, maximaal de mogelijkheden rond de aanpassingen van de werkregeling en de arbeidsorganisatie zodat er maximaal wordt gestreefd naar de verzoening van de continuïteit van de dienstverlening met de nood aan de opvang van kinderen bij de personeelsleden. Technische personeelsleden kunnen eventueel administratieve opdrachten toegewezen krijgen als dit past binnen hun algemene competentieniveau. Personeelsleden wier functie hen niet toelaat om thuis te werken en die niet kunnen worden toegewezen aan andere taken, krijgen een dienstvrijstelling. De dienstvrijstelling kan gedeeltelijk zijn.

Een personeelslid wiens taak niet verenigbaar is met de zorg van zijn kind, kan van zijn taak worden vrijgesteld door de leidend ambtenaar van het Ministerie of de instelling of zijn afgevaardigde. De leidend ambtenaar van het Ministerie of de instelling houdt in het bijzonder rekening met de concrete toestand en de leeftijd van het kind van het personeelslid. De dienstvrijstelling kan geheel of gedeeltelijk zijn.

Het personeelslid wordt beschouwd als in dienstactiviteit te zijn tijdens de periode van afwezigheid.

Art. 3. Het personeelslid dat een dienstvrijstelling gekregen heeft met toepassing van artikel 2, vierde en vijfde lid, behoudt zijn bezoldiging.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2020 en treedt buiten werking op 31 december 2020.

De Minister van Ambtenarenzaken kan de datum van buitenwerking uitstellen.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 november 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op "Wallonie Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/43732]

19 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'admission aux subventions d'un établissement d'enseignement secondaire ordinaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1957 portant les conditions d'hygiène et de salubrité exigées des établissements d'enseignement moyen, technique et normal subventionnés;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire;